



© DG Trésor

LETTRE ECONOMIQUE D'ALGERIE

N°93 – Juin 2020 (01/07/2020)

La Lettre économique d'Algérie est une publication mensuelle du Service économique régional d'Alger regroupant l'essentiel de l'actualité économique, sectorielle et juridique du mois écoulé.

Bonne lecture !

AU SOMMAIRE DU NUMERO DE JUIN 2020 *(liens hypertextes)*

- ❖ La balance commerciale algérienne en déficit au premier trimestre 2020
- ❖ Les investissements directs étrangers vers l'Algérie ont reculé de 6% en 2019 (CNUCED)
- ❖ L'Algérie a produit 1,02 million de barils/jour en 2019 (rapport annuel de l'OPEP)
- ❖ La consommation d'énergie a progressé de 4,9% en Algérie et de 1,3% au niveau mondial en 2019 (BP)
- ❖ La Banque mondiale dégrade ses prévisions de croissance économique pour 2020
- ❖ L'IPEMED publie un rapport intitulé « Clusters au Maghreb, Entre mondialisation et territorialisation »
- ❖ Indicateurs socio-économiques

Les précédents numéros de la Lettre économique d'Algérie sont disponibles sur le [site de la DG Trésor](#)

ECONOMIE

La balance commerciale algérienne en déficit au premier trimestre 2020

Balance commerciale de l'Algérie, M USD

	Export	Import	Balance com.
2010	57 053	40 472	16 581
2011	73 489	47 247	26 242
2012	71 866	50 376	21 490
2013	64 974	55 028	9 946
2014	60 061	58 580	1 481
2015	34 668	51 702	-17 034
2016	30 026	47 089	-17 063
2017	35 191	46 059	-10 868
2018	41 797	46 330	-4 533
2019	35 824	41 934	-6 110
T1 2020	7 617	9 122	-1 505

Source : Douanes algériennes

La balance commerciale de l'Algérie a affiché un solde de -1,5 Mds USD au premier trimestre 2020, soit un déficit en hausse de 26% sur un an (-1,2 Mds USD au T1 2019) selon les derniers chiffres des Douanes algériennes.

Cette évolution est la conséquence d'une baisse des exportations du pays (-25%, à 7,6 Mds USD) plus conséquente que celle des importations (-20%, à 9,1 Mds USD).

Exportations algériennes (7,6 Mds USD, -25% sur un an)

La chute des exportations algériennes s'explique par la baisse conjuguée des ventes d'hydrocarbures (-26%, 92% du total) et des ventes hors hydrocarbures (-12%). Ces dernières sont elles-mêmes composées majoritairement de demi-produits issus des hydrocarbures, mais aussi de sucre raffiné ou de dattes.

L'Italie, la France et l'Espagne – les trois principaux clients historiques de l'Algérie – enregistrent un important repli de leurs importations au T1 2020, de respectivement -33%, -31% et -53%. En parallèle, la Turquie et la Chine ont augmenté leurs importations de biens algériens (tous les deux de +21%), et deviennent respectivement le 3^{ème} et le 5^{ème} client du pays (5^{ème} et 9^{ème} il y a un an).

Importations algériennes (9,1 Mds USD, -20% sur un an)

Les importations algériennes de quatre groupes de biens, sur les sept que contient la structure des échanges, ont reculé au T1 2020 : les biens d'équipements industriels (-35%, 1/3 des achats), les biens d'équipements agricoles (-50%), les biens intermédiaires destinés à l'industrie (-33%) et les biens de consommation (-8%, inclut médicaments et pièces automobiles).

Les achats de biens alimentaires (en premier lieu céréales, lait et sucres) sont stables. En revanche, l'Algérie a augmenté ses importations de carburants (multiplication par 3, lié à l'acquisition de la raffinerie d'Augusta en Italie par Sonatrach) et de biens bruts (+12%, principalement huile de soja, fer et bois).

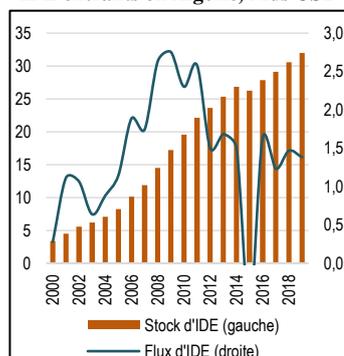
La Chine maintient sa position de 1^{er} fournisseur de l'Algérie malgré une baisse de 3 points de sa part de marché (17% du total, contre 20% au T1 2019). Elle est suivie par la France (10% de part de marché), l'Italie (8%), l'Espagne (6%) et l'Allemagne (6%).

ECONOMIE

Les investissements directs étrangers vers l'Algérie ont reculé de 6% en 2019 (CNUCED)

[Télécharger le rapport](#)

IDE entrants en Algérie, Mds USD



Source : CNUCED

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié son rapport sur les investissements directs étrangers (IDE) dans le monde en 2019.

En Algérie, les flux d'IDE entrants ont baissé de 6% sur un an et s'établissent à 1 382 M USD en 2019. Proches des niveaux observés depuis 2012, ils restent nettement inférieurs aux chiffres relevés entre 2006 et 2011 (alors près de deux fois plus élevés, cf. graphique). L'Algérie a capté 10% des flux en direction de l'Afrique du Nord, devancée par l'Egypte (9 010 M USD, 66% du total) et le Maroc (1 599 M USD, 12%), mais devant la Tunisie (845 M USD, 6%).

Le stock d'IDE entrants en Algérie (=somme des flux annuels, réajustée selon le taux de change) se porte à 31 956 M USD, soit 11% du total du stock à destination de l'Afrique du Nord. L'Egypte en capte 42%, le Maroc 22% et la Tunisie 10% (respectivement 126 639 M, 66 523 M et 29 542 M USD).

Dans le sens inverse, les IDE algériens sortants (à destination du reste du monde) sont marginaux : les flux atteignent 83 M USD (1 033 M au Maroc, 405 M en Egypte et 22 M USD en Tunisie) et le stock 2 822 M USD (8 155 M en Egypte, 6 450 M au Maroc et 508 M USD en Tunisie).

En 2020, la CNUCED anticipe un repli des flux mondiaux d'IDE de l'ordre de 40% (proche du niveau de 2005) en raison de l'impact de la pandémie de Covid-19. Dans les pays producteurs de matières premières, ce phénomène pourrait être amplifié par la faiblesse des prix. L'Agence internationale de l'énergie anticipe ainsi une contraction des investissements des compagnies pétrolières de 32% en 2020.

Selon la CNUCED, un rebond des investissements directs étrangers en 2021 dépendra de la nature des politiques de relance mises en œuvre par les gouvernements, ainsi que de leur capacité à tirer profit des nouvelles industries et à ne pas faire preuve de « nationalisme économique ».

ENERGIE

[Télécharger le rapport](#)

L'Algérie a produit 1,02 million de barils/jour en 2019 (rapport annuel de l'OPEP)

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) – cartel regroupant quatorze pays membres dont l'Algérie – a publié son rapport annuel au titre de l'année 2019.

Production des pays de l'OPEP, Mbj

	2017	2018	2019
Arabie saoudite	9,95	10,31	9,77
Irak	4,45	4,55	4,68
EAU	2,92	2,99	3,09
Koweït	2,71	2,75	2,69
Iran	3,81	3,55	2,36
Nigeria	1,66	1,72	1,79
Angola	1,63	1,51	1,40
Algérie	1,05	1,04	1,02
Venezuela	1,91	1,35	0,79
Autres	1,39	1,58	1,75
Total pétrole	31,48	31,35	29,34
GNL et PNC	4,6	4,8	4,8
Total	36,91	36,15	34,14
Total monde	96,1	99,1	99,1

Source : OPEP

Perspectives 2020

Afin de soutenir les prix, l'OPEP+ (14 membres OPEP et 10 non-OPEP) se sont accordés pour réduire leur production le 12 avril.

L'Algérie s'est engagée à limiter sa production à 816 Kbj en mai-juin-juillet, 864 Kbj pour le reste de l'année 2020 et 912 Kbj de janvier 2021 à avril 2022.

Après avoir atteint jusqu'à 16 USD fin avril, le baril de Brent s'établit à 41 USD le 30 juin.

Prix du pétrole

Le prix du panier de référence de l'OPEP (moyenne des prix du baril des pays membres) a reculé de 5,8 USD sur un an, s'établissant à 64,0 USD en 2019 contre 69,8 USD en 2018. Le prix du baril de *Sahara Blend* (pétrole algérien) a suivi la même tendance, passant de 71,4 USD en 2018 à 64,5 USD en 2019.

Selon le rapport, cette baisse des prix s'explique par le ralentissement de la croissance mondiale (causé partiellement par le conflit commercial États-Unis-Chine) et par une hausse de la production de pétrole dans des pays non-OPEP (en particulier aux États-Unis). Des tensions géopolitiques – telles que l'attaque de sites pétroliers saoudiens au mois de septembre, à l'origine de l'interruption de 50% de la production quotidienne du pays – ont en outre été à l'origine d'importantes fluctuations.

Production pétrolière

La production de l'ensemble des pays de l'OPEP (pétrole brut, pétrole non-conventionnel et GNL) s'est élevée à 34,1 Mbj (millions de barils/jour) en 2019. Elle a chuté de 2,0 Mbj sur un an (36,1 Mbj en 2018), alors que la production des pays non-OPEP a progressé de 2,0 Mbj, permettant à la production mondiale de rester stable à 99,1 Mbj.

En conséquence, la part de marché des pays du cartel a reculé de deux points de pourcentage (34% en 2019 contre 36% en 2018). Les pays ayant connu les plus importantes baisses de production sont l'Iran (-1,2 Mbj), le Venezuela (-0,6 Mbj) et l'Arabie saoudite (-0,5 Mbj).

L'Algérie se positionne comme 8^{ème} producteur de pétrole brut de l'OPEP, devancée par l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Nigeria et l'Angola. Sa production annuelle s'est élevée à 1,022 Mb/j en 2019 (1,042 Mb/j en 2018) un chiffre en repli constant depuis 2006 (sa production s'élevait alors à 1,365 Mb/j).

ENERGIE

[Télécharger le rapport](#)

La consommation d'énergie a progressé de 4,9% en Algérie et de 1,3% au niveau mondial en 2019 (BP)

Le groupe pétrolier BP a publié son rapport annuel *Statistical Review of World Energy*, revue statistique portant sur la production et la consommation énergétique dans le monde en 2019.

Au niveau mondial, la consommation d'énergie a progressé de 1,3% en 2019, soit nettement moins qu'en 2018 (+2,8%) et qu'en moyenne sur les dix dernières années (+1,9%).

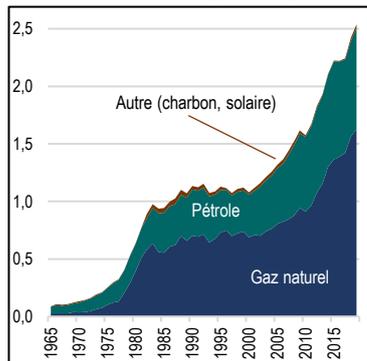
Les émissions mondiales de carbone ont augmenté à un rythme modéré (+0,5% en 2019) grâce à une réorientation des sources d'énergie. La consommation d'énergies renouvelables a ainsi progressé de 12,2% en 2019, et dépasse désormais l'énergie nucléaire dans la production d'électricité. Le gaz naturel (+2,0%) et le pétrole (+0,9%) enregistrent une croissance moins prononcée, alors que la consommation de charbon recule (-0,6%). Le charbon reste néanmoins la 1^{ère} source de production d'électricité au niveau mondial.

Les pays émergents – Chine (+4,4% sur un an), Inde (+2,3%), Indonésie (+8,3%), Iran (+11,1%) et Vietnam (+10,7%) en tête – sont responsables de l'essentiel de la hausse de la consommation d'énergie. Dans le même temps, les États-Unis (-1,0%), l'Allemagne (-2,2%), la Russie (-0,8%), le Venezuela (-9,3%) et la France (-1,9%) ont observé un net repli de leur consommation.

Au sujet de l'Algérie :

- La consommation d'énergie en Algérie a bondi de 4,9% sur un an et atteint 2,54 EJ soit 12,8% de la consommation africaine et 0,4% de la consommation mondiale ;
- La consommation d'énergie/habitant de l'Algérie est de 59 GJ en 2019, largement devant le niveau égyptien (39 GJ) et marocain (26 GJ) ;
- Mix énergétique : 64,2% de gaz naturel, 34,6% de pétrole, 0,8% de charbon et 0,4% de renouvelables (essentiellement solaire) ;
- Réserves d'hydrocarbures : L'Algérie dispose des 11^{ème} réserves mondiales de gaz naturel (2,2% du total) et des 16^{ème} réserves mondiales de pétrole (0,7% du total).

Consommation d'énergie en Algérie, EJ



Source : BP

ECONOMIE

La Banque mondiale dégrade ses prévisions de croissance économique pour 2020

[Télécharger le rapport](#)

Prévisions de croissance économique

	2020	2021
Algérie	-6,4%	+1,9%
Arabie saoudite	-3,8%	+2,5%
Bahreïn	-4,5%	+2,3%
Cisjordanie & Gaza	-7,6%	+5,1%
Djibouti	+1,3%	9,2%
Egypte	+3,0%	2,1%
Emirats arabes unis	-4,5%	+1,4%
Iran	-5,3%	+2,1%
Iraq	-9,7%	+1,9%
Jordanie	-3,5%	+2,0%
Koweït	-5,4%	+1,1%
Liban	-10,9%	-6,3%
Maroc	-4,0%	+3,4%
Oman	-4,0%	+2,0%
Qatar	-3,5%	+3,6%
Tunisie	-4,0%	+4,2%
Région ANMO	-4,2%	+2,3%
Monde	-5,2%	+4,2%

Source : Banque mondiale

Conséquence de la pandémie de Covid-19, la Banque mondiale estime dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales que le PIB mondial devrait enregistrer une contraction de -5,2% en 2020, avant de rebondir de +4,2% en 2021.

La quasi-totalité des pays devrait ainsi connaître une récession en 2020.

Le recul de la croissance devrait être particulièrement marqué dans les économies avancées : zone euro (-9,1%), Etats-Unis (-6,1%) et Japon (-6,1%). Parmi les pays émergents et en développement, seule la région « Asie de l'Est et Pacifique » devrait enregistrer une croissance positive : +0,5%, principalement grâce à la Chine (+1,0%).

L'Algérie devrait connaître une récession de -6,4% en 2020 (+1,9% estimé en janvier, -3,0% en mois d'avril), avant un rebond estimé à +1,9% en 2021.

Au sein de la région Afrique du Nord-Moyen-Orient (ANMO), la croissance économique devrait globalement s'établir à -4,2% en 2020, avant de rebondir à +2,3% en 2021. Pour les pays exportateurs de pétrole comme l'Algérie, le ralentissement de l'activité induit par les effets de la crise sanitaire se double d'une baisse du prix des hydrocarbures. Les pays exportateurs devraient en conséquence voir leur PIB chuter de -5,0% en 2020, contre « seulement » -0,8% pour les pays importateurs.

La Banque mondiale salue les efforts du gouvernement algérien pour atténuer les effets de la crise : assouplissement monétaire, soutien aux ménages les plus démunis, réorientation de fonds budgétaires vers le secteur de la santé. En revanche, elle note que l'Algérie fait partie des pays les plus exposés à la fluctuation du prix des hydrocarbures, et ce, en dépit de réformes mises en œuvre depuis 2014 (sont cités l'amélioration du climat des affaires et la baisse des subventions à l'énergie).

ECONOMIE

L'IPEMED publie un rapport intitulé « Clusters au Maghreb, Entre mondialisation et territorialisation »

[Télécharger le rapport](#)



L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) a publié un rapport (daté de mars 2019) recensant les différents clusters présents au Maghreb et les politiques mises en œuvre pour favoriser leur développement.

Les clusters sont définis comme un mode d'organisation collaboratif entre entreprises indépendantes et institutions de la connaissance, répondant à trois critères : i) une spécialisation autour d'un cœur de métier, ii) une dimension territoriale et iii) des coopérations entre industriels et institutions de soutien à l'innovation et à la formation.

En Algérie, le rapport de l'IPEMED note que l'émergence de clusters est relativement récente, portée notamment par le soutien des autorités publiques à l'entrepreneuriat : volontarisme dans les discours et les lois, avantages fiscaux pour les filières prioritaires, création de zones industrielles, développement de centres techniques amenés à renforcer l'efficacité des clusters, encouragement des partenariats universités-entreprises.

Pour les autorités, ce soutien est justifié par la nécessité de réduire les déséquilibres de la balance commerciale (substitution aux importations) et de relancer un secteur peu diversifié et dominé par des entreprises étatiques.

L'IPEMED relève 14 clusters constitués et potentiels en Algérie :

- 5 clusters « constitués et actifs » : mécanique de précision (Blida), digital (Alger), énergie solaire (Alger), industrie des boissons logistiques (Vallée de la Soummam-Bejaia) et huile d'olive (Bouira)
- 7 clusters « en phase d'émergence » : pharmacie/biotechnologies (Constantine), mécanique (Constantine), plasturgie, lait (Bouira), tomate industrielle (Guelma, Annaba, El Tarf), dattes (Biskra) et tourisme/hôtellerie
- 2 clusters des industries créatives et culturelles : bijouterie (Batna) et dinanderie (Constantine)

Ces clusters prennent la forme juridique de groupements d'intérêt économique (GIE), avec des appels à candidature suivis d'assemblées générales. A l'inverse au Maroc et en Tunisie, les clusters prennent la forme d'associations.

INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLES

Population (1 ^{er} janvier 2020, ONS)	44 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2018, FMI)	4 081 USD
PIB/habitant en USD PPA (2018, FMI)	13 624 USD
Indice de développement humain (2018, PNUD)	0,759 (82 ^{ème} /189)
<i>Doing Business</i> (classement 2020, Banque mondiale)	157 ^{ème} /190
Taux de chômage (mai 2019, ONS)	11,4%
Taux d'inflation (rythme annuel, mai 2020, ONS)	1,9%
Taux de change moyen EUR/DZD (juin 2020)	144,3
Prix du baril de pétrole brut (<i>Sahara Blend</i> – mai 2020, OPEP)	26,31 USD
Réserves de change (31 décembre 2019, Banque d'Algérie)	62 Mds USD

INDICATEURS MACROECONOMIQUES ANNUELS

		2016	2017	2018	2019	2020 (pr.)
PIB, croissance et inflation	PIB (Mds USD, prix courants)	160	167	174	169	146
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	3,2	1,3	1,4	0,7	-5,2
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	2,2	2,1	3,3	2,5	-2,3
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	6,4	5,6	4,3	2,0	3,5
	Taux d'investissement (% du PIB)*	54,0	50,9	49,4	43,5	42,0
	Taux d'épargne (% du PIB)*	37,4	37,7	39,8	31,0	30,1
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-13,0	-8,6	-6,9	-9,3	-20,0
	Solde budgétaire hors hydrocarbures (% du PIB hors hydrocarbures)	-28,0	-25,3	-27,3	-27,7	-28,3
	Dette publique (% du PIB)	20,4	27,1	38,1	46,3	61,0
	Dette extérieure brute (% du PIB)	2,4	2,4	1,8	1,7	3,0
	Fonds de régulation des recettes (Mds DZD)	2 074	784	0	0	0
Comptes externes	Importations de biens et services (Mds USD)	60,2	60,1	60,1	53,0	46,0
	Exportations de biens et services (Mds USD)	32,5	37,7	44,4	38,2	18,5
	Balance commerciale (biens et services, Mds USD)	-27,7	-22,4	-15,7	-14,8	-27,5
	Balance courante (Mds USD)	-20,4	-22,1	-16,7	-16,2	-26,7
	Flux nets d'IDE (Mds USD)	1,6	1,2	1,5	1,6	1,7
	Balance des paiements (Mds USD)	-26,3	-16,9	-17,5	-17,1	-25,4
Monnaie	Réserves de change (Mds USD)	113	96	79	62	36
	Avoirs extérieurs nets (Mds DZD)	12 443	11 058	9 438	7 413	5 691
	Avoirs intérieurs nets (Mds DZD)	1 374	3 900	7 226	10 078	12 512
	Crédits à l'économie (% du PIB)	46%	47%	47%	48%	48%
Ratio de liquidité (monnaie et quasi-monnaie M2/PIB)	79%	79%	78%	77%	75%	

Sources : FMI (WEO/REO avril 2020), CNUCED, Banque d'Algérie

*Données FMI WEO octobre 2019

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Algérie (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service économique régional d'Algérie

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche – 16035 Hydra – Alger

Rédigé par : Alix Vigato

Revu par : Thibault Le Ruyet